

Telle est l'opinion réfléchie d'un homme bien informé, qui parle d'après ce qu'il sait et sans s'inspirer d'aucun esprit de parti. La situation qu'il dévoile est sérieuse; si le public n'y prend garde, s'il ne décide de mettre fin à cette éternelle manipulation du tarif et de doter le Canada d'une saine politique de protection large, cet épuisement de notre vie nationale se continuera jusqu'à menacer notre existence comme nation. Ce qu'il nous faut, c'est un régime douanier capable de développer le pays, d'assurer l'avenir de nos villes, de fournir un marché domestique à nos cultivateurs et du trafic à nos chemins de fer, de retenir notre jeunesse au pays, de nous procurer de bons immigrants, de valoir enfin au Canada ce que la protection a valu et vaut encore aux États-Unis. Notre situation financière a lieu de nous alarmer. Notre dette s'élève à \$2,400,000,000—et représente \$130,000,000 d'intérêt par année. Par suite de l'extravagance du Gouvernement actuel, notre échelle d'impôts s'est graduellement chargée de telle sorte que nos impôts sont aujourd'hui à peu près les plus lourds qu'il y ait au monde. Notre commerce continue de se développer, mais il ne faut pas oublier que nos exportations augmentent en proportion de la diminution de nos ressources naturelles dont elles proviennent, c'est-à-dire que nous ressemblons à celui qui est à vendre son bien.

Le grand problème à résoudre partout aujourd'hui, c'est celui de l'appauvrissement et des dettes. Abstraction faite du développement de leur industrie et de leur production, ce qu'il faut aux nations c'est du retranchement et de l'économie, l'Angleterre, les États-Unis, l'Australie et la Nouvelle-Zélande l'ont reconnu. En dépit d'obligations colossales et bien qu'elle ait à payer douze fois plus cher que nous pour les fins de sa défense, l'Angleterre a réussi à équilibrer son budget et est actuellement à payer ses dettes. En 1923, elle en a payé pour des centaines de millions et a réduit ses impôts. Cette année, elle a un excédent de plus de deux cent millions et elle a encore réduit ses impôts. Grâce aux épargnes qu'ils ont su réaliser les États-Unis ont réduit leur passif de plusieurs billions de dollars et sont à réduire leurs impôts. Quant à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande elles ont réduit à la fois leurs dépenses, leurs dettes et leurs impôts. Pendant ce temps-là, le Canada, pourtant en meilleure situation que plusieurs de ces pays, a augmenté sa dette; le gouvernement actuel l'a augmentée de plus de 100 millions de dollars. Il avoue l'avoir augmenté de 31 millions en 1923, et en dépit de ses efforts pour voiler la vérité, ses propres chiffres démontrent une augmentation d'à peu près la même somme pour cette année. Il a promis d'épargner mais il a continué de prati-

quer une folle extravagance, cette année même il n'a pas craint de répandre des millions pour corrompre les électeurs des comtés d'Halifax et de Kent. Il est dévoué à l'économie comme il est fidèle à toutes ses promesses, c'est-à-dire selon qu'il le faut pour se maintenir. Partout et toujours il est disposé à sacrifier le retranchement, à gaspiller les deniers publics pour se maintenir au pouvoir. C'est cette infidélité à ses promesses solennelles qui constitue le trait le plus saillant de son budget. Comment le public peut-il avoir confiance en lui? Voyons un peu ce qu'il a fait: Il a promis de réduire le coût de la vie. Or, le premier janvier de cette année, deux ans après son arrivée au pouvoir, ses propres rapports officiels (les rapports du ministère du Travail) établissent que le coût de la vie est maintenant de deux points plus élevé qu'il ne l'était le 1er janvier 1921. Il a déclaré qu'il allait abolir les trusts et les coalitions, et le ministre du Travail nous a dit que sir Charles Gordon devrait être envoyé en prison; mais il a été envoyé à Gênes pour nous représenter au sujet de questions économiques, et quant aux trusts et aux coalitions on s'est contenté d'adopter une loi, la loi de coalitions, qui a eu pour seul effet d'ajouter aux fardeaux des contribuables. Il a blâmé le gouvernement auquel présidait mon très honorable chef d'avoir failli de percevoir les impôts dus par la compagnie Riordon. Quelle proportion de ces impôts le gouvernement actuel a-t-il perçue? Je le lui demande. Il s'est engagé solennellement à accorder une gratification en argent à nos soldats, mais uniquement oublieux de cette promesse il leur disait, moins d'un an après, qu'ils devaient s'attendre à ne rien recevoir. Il a interprété les décrets du conseil comme autant d'indices d'autocratie, il a promis d'abolir ce mode de procéder mais il a lui-même rendu et rend encore plus de décrets que jamais il n'en fut rendu jusqu'à présent. Il a engagé le pays dans des dépenses qui s'élèvent à des millions de dollars, au moyen de ce même procédé qu'il blâmait si sévèrement. A preuve de cette affirmation, je citerai l'achat du Union Club de Londres.

Nos adversaires protestaient à haute voix contre les commissions royales. Cette année, il y en a six ou sept qui, à frais énormes, parcouraient le pays en tous sens de manière à accroître les fardeaux du contribuable et à dégager le ministère de la responsabilité qu'il craignait d'assumer.

Ils pratiqueraient l'économie, disaient-ils; pourtant, ils ont accru la dette publique de près de cent millions de dollars.